

Amnistie passe amnésie

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy - 13/11/12

Si Marc Ravalomanana voulait s'aligner au départ de la course présidentielle de mai 2013, il aurait dû rentrer le 8 novembre pour être dans les temps. Selon la Constitution votée par référendum en décembre 2010 mais supplantée par la Feuille de route depuis septembre 2011, il faut avoir résidé au moins six mois dans le pays pour pouvoir se présenter. Théoriquement Ravalomanana est donc disqualifié si la date de l'élection est maintenue, ce qui semble de plus en plus moins sûr. Son rival juré a toujours voulu qu'il rentre après les élections, ce qui avait fait capoter toutes les négociations jusqu'ici en particulier la rencontre de Desroches où un accord aurait dû être signé. La communauté internationale semble pétrifiée par la tournure des choses et ne sait plus par quel bout prendre la situation. La SADC s'est murée dans un silence assourdissant depuis la visite de ses officiers censés devoir faire des recommandations aux chefs d'État membres de cette communauté régionale. On ignore s'ils sont bien rentrés chez eux. On peut avoir des doutes étant donné que la presse les a surpris dans un endroit réservé à d'autres activités que les négociations politiques la veille de leur départ. Depuis c'est le black out absolu. Le cas Madagascar semble être complètement rangé dans les tiroirs. La SADC a peut-être attendu que le 8 novembre passe pour que le cas Ravalomanana se règle de lui-même.

Maintenant comme Ravalomanana ne pouvait plus être candidat, il devrait pouvoir rentrer tranquillement. Il faut avouer que ses adversaires craignent plus son audience que sa capacité de nuisance. Il ne se serait pas enfui s'il avait vraiment le diable dans le ventre. À preuve, il veut rentrer avec les meilleures intentions du monde en particulier à l'endroit des journalistes dont il a pris la défense recommandant à l'État de ne pas les persécuter. Il est vrai qu'à l'image de tous les politiciens comme Ratsiraka et consorts, un long exil crée forcément des troubles psychiques graves, une amnésie chronique les faisant passer pour des anges aux ailes infinies en lieu et place d'un diable à trois queues. Ravalomanana a déjà oublié qu'il a dû sa chute à l'expulsion de journalistes français et mauriciens, à la fermeture de stations de radio et télé, au bâillonnement des médias publics. Une inimitié qu'il a dû payer cash et qu'il essaie de rattraper aujourd'hui de façon éhontée. Quel trou de mémoire. Ses adversaires ne font aujourd'hui que lui rendre la monnaie de sa pièce exactement comme le TIM avait repris les « bonnes » manières qui ont fait la longévité de l'Arema au pouvoir. À sa prochaine intervention, il parodiera certainement son illustre prédécesseur qui a affirmé il y a un an qu'il ne regrettait rien. Il voulait rajouter que si c'était à refaire, il le referait. Une provocation émétique qui recrache toutes les affres d'une période triste et révoltante de l'histoire.

Hier, le ministre de la Justice a annoncé l'imminence d'un comité ad hoc pour étudier l'amnistie avant la tenue des élections. On ignore pour le moment la composition de ce comité, ce qui est certain c'est que tout le monde tentera d'en faire partie à l'image du Comité de réconciliation squatté par les membres de la société... si vile qui refusent de se conformer aux dispositions gouvernementales et aux injonctions du président de la Transition. Ce comité risque ainsi de compter plus de membres que de demandeurs d'amnistie. Même ceux qui n'ont jamais été condamnés en feront la demande par anticipation de ce que sera l'après-Transition. Il y en a beaucoup qui devront rendre des comptes et ils souhaitent que l'amnistie équivaut justement à une décoction amnésique. Les membres de ce comité seront ainsi très sollicités et le tarif devrait tourner autour d'un conteneur de bois de rose pour l'effacement totale des peines. Il faudra payer le double pour un certificat de virginité si on a été condamné à perpétuité. Si l'amnistie consiste en une opération chirurgicale pour faire repousser les poils de ceux qui ont eu une calvitie précoce à force de compter les sous détournés, en une chirurgie esthétique pour lisser les rides de ces papys des républiques sacrifiées, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

L'avenir du pays ne se fera pas avec ces vieux chevaux de retour, bons pour les charcuteries. Le problème est qu'il n'est pas facile de leur trouver des substituts. Déjà actuellement la situation est loin d'être reluisante, ce n'est pas l'avènement d'un président tiré au sort parmi ceux qui se sont annoncés qui va pouvoir changer quoi que ce soit. De deux choses l'une, soit on renoue avec l'ordre constitutionnel dans sa totalité, soit on se jette dans les bras d'un pasteur qui se voit président depuis trois ans. Avec un candidat chacun, l'ancienne majorité fait un bon marche.tim et se présente avec une base d'inconditionnels se souciant peu de

programme et de projet et atteint d'idolâtrie pour « leur » président. Le pasteur peut aussi compter sur autant de fanatiques prêts à voter les yeux fermés avec un bulletin unique à défaut de voter pour un Dieu unique. Eh oui, à cause de la médiocrité des politiques, il y a longtemps qu'une élection ne se gagne plus sur des convictions politiques, ni des engagements politiques. L'inceste entre l'Église et l'État a enfanté un monstre nommé crédulité.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3120-humeur/amnistie-passe-amnesie.html>